

propagande communiste, habile et sans scrupule, ne manque pas d'exploiter à son avantage cette situation. Lénine et Staline ont cuisiné une édition spéciale de la théorie communiste à l'usage des régions coloniales de l'Asie, et les zéloteurs du parti ont beaucoup plus de succès dans cette partie du monde que n'importe où ailleurs.

C'est un principe fondamental de la politique des puissances occidentales, y compris le Canada, qu'il importe d'atténuer de quelque façon et finalement de faire disparaître les graves lacunes et inégalités qui se manifestent dans l'économie des pays asiatiques. Ainsi que l'a dit M. Pearson dans son discours du 31 août dernier à la Chambre des communes:

De même que la société d'un pays ne peut être saine si certains de ses membres manquent même des choses jugées nécessaires au maintien de la vie, ainsi est-il impossible de connaître un monde sain si des pays entiers souffrent de la faim et de la maladie.

Participation du Canada aux programmes d'aide économique et technique

A cet égard, la politique d'assistance économique et technique aux pays d'Asie constitue déjà un bon début. Le Gouvernement canadien appuie cette politique en participant au Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies ainsi qu'aux programmes du Comité consultatif du Commonwealth pour le Sud et le Sud-Est de l'Asie.* Au mois de juin dernier, on annonçait que le Canada contribuerait \$400,000 pour la première année d'un programme d'assistance technique de trois ans établi sous les auspices du Comité consultatif du Commonwealth. Une deuxième réunion de ce Comité doit avoir lieu à Londres ce mois-ci dans le but d'étudier de nouveaux plans d'aide à l'Asie.

D'autre part, le Gouvernement canadien n'entend pas traiter le relèvement économique et social de l'Asie comme un problème susceptible d'une solution rapide, assurée uniquement de l'extérieur. L'initiative et l'entraide, de la part des pays d'Asie, doivent aussi y jouer leur rôle. La politique du Canada affirme également que l'aide donnée, économique ou autre, doit être adaptée aux conditions particulières dans lesquelles se trouvent les nouvelles nations asiatiques. Surtout il faut tenir un juste compte de l'existence d'un point de vue asiatique particulier sur les problèmes de l'Asie: ce qui fait qu'à maints égards la manière d'accorder de l'aide a autant d'importance que l'aide elle-même. Ce point a été exposé par M. Martin dans son discours du 22 août, où il déclarait notamment:

... Nous devons chercher à distribuer les secours économiques de façon qu'ils soient le plus utiles possible et qu'en même temps les nations occidentales ne puissent être soupçonnées de vouloir, par des moyens d'ordre économique, reprendre la domination et l'autorité qu'elles exerçaient naguère sur ces pays. Les peuples asiatiques sont profondément hostiles à ce qu'ils appellent l'impérialisme occidental. Ils ont leur propre patrimoine national et culturel, qu'ils ne sont pas prêts à sacrifier contre l'aide de l'Occident, si abondante soit-elle.

D'autre part, dans nos relations avec ces peuples, nous devons éviter d'entraver les changements qu'eux-mêmes jugent nécessaire d'apporter à leurs conditions sociales. En conséquence des longs siècles de torpeur dont j'ai parlé, il y a fort à faire chez eux sur le plan social. Peut-être les peuples asiatiques profiteront-ils des expériences que nous avons faites dans le sens d'une répartition plus équitable de la richesse nationale et de la protection de chacun des citoyens contre les pires coups de la fortune. Je doute, quant à moi, que nous puissions être d'un grand secours dans le processus d'évolution sociale de peuples dont la civilisation est si différente de la nôtre. Mais nous ne devons rien faire qui puisse entraver les réformes sociales qui s'imposent en Asie, car ce n'est qu'en procurant à chaque citoyen de ces pays une cer-

* Voir *Affaires extérieures* de juillet 1950, pp. 252-253.